

**SEMINAIRE CNUCED/UNECE SUR
LE RENFORCEMENT DES ORGANISMES NATIONAUX ET
REGIONAUX DE FACILITATION DE COMMERCE**

L'EXPERIENCE SENEGALAISE

**Présentée par Magatte NDOYE
Coordonnateur des Projets et Programmes
Ministère du Commerce**

INTRODUCTION

Depuis plus d'une décennie, le Sénégal a introduit d'importantes réformes dans le secteur du commerce en vue de mieux tirer profit de l'expansion des flux des échanges internationaux et de s'intégrer durablement dans l'économie mondiale.

A l'importation comme à l'exportation, de même que sur le marché intérieur, le principe de la liberté de commerce prévaut ; les restrictions ne concernent qu'une liste limitative de produits ayant un intérêt stratégique pour l'économie ou pouvant compromettre la santé ou la sécurité des consommateurs.

Ainsi, le Sénégal s'est efforcé de se conformer aux principales prescriptions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et à la réglementation communautaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui constituent, désormais, les principaux cadres d'inspiration de la politique commerciale.

Dans ce contexte, le rôle primordial de l'Etat consiste dorénavant, d'une part, à garantir aux acteurs un environnement propice au développement des affaires et, d'autre part, à fournir aux populations, les bases d'une accélération de la réduction de la pauvreté.

Aux termes du décret fixant les attributions du Ministre Commerce, celui – ci, **en tant que organisme national de facilitation du commerce**, est chargé de mettre en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat en la matière.

Au plan organisationnel et fonctionnel, le texte organisant le Ministère du Commerce précise et clarifie davantage les missions qui lui sont dévolues ainsi que les structures et administrations chargées de leur mise en œuvre. C'est ainsi qu'il est chargé de :

- assurer un approvisionnement correct des populations en denrées de première nécessité, de qualité loyale et marchande par une bonne information permettant la transparence dans les prix et la régularité des transactions commerciales;
- assurer la promotion des produits et services domestiques notamment des secteurs de la grande industrie, des PME /PMI et de l'agriculture ;
- veiller à assurer l'équilibre de la balance commerciale par la promotion des exportations et la rationalisation des importations;
- participer activement aux négociations commerciales internationales, régionales et bilatérales et mieux exploiter les résultats qui en sont issus.

La présente contribution au séminaire CNUCED/UNECE sur le renforcement des organismes nationaux et régionaux de facilitation de commerce traitera successivement :

1. des partenaires et des mécanismes de coordination de la politique commerciale ;
2. des contraintes du processus de formulation de la politique commerciale ;
3. des acquis enregistrés.

A - Des partenaires et des mécanismes de coordination

1 – Quelques considérations sur les partenaires

En raison du caractère transversal des activités commerciales, certains départements ministériels sectoriels sont étroitement associés au processus d'élaboration de la politique commerciale. Il en est ainsi du :

- Ministère de l'Economie et des Finances, département participant à l'élaboration de la politique du commerce extérieur et des prix. Ce département est également représenté dans les négociations commerciales internationales conduites par le Ministère chargé du commerce ;
- Ministère des Affaires Etrangères, à travers **la Mission Permanente auprès des Nations Unies, à Genève**. Cette mission comprend une Cellule économique et commerciale placée sous l'autorité directe de l'Ambassadeur, Représentant permanent. La Cellule est chargée du suivi des questions examinées à l'OMC, à la CNUCED, au Centre du Commerce International – CCI, celles traitées à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), etc.

L'ambassade du Sénégal à Bruxelles, assurant la représentation auprès du Comité des Ambassadeurs ACP et de la Commission européenne, fait le suivi des négociations commerciales entre l'Union Européenne et les ACP et veille à l'application des dispositions de l'Accord de Cotonou relatives au financement du développement ;

- Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat;
- Ministère de l'Energie et des Mines ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de la Sécurité alimentaire ;
- Ministère de l'Elevage;
- Ministère chargé de la Pêche;

- Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature;
- Ministère des Infrastructures et des Transports.

Il reste entendu que le niveau d'implication de tous ces départements ministériels est fonction de l'incidence que les mesures induites par la politique commerciale peuvent avoir sur les secteurs relevant de leurs compétences respectives.

Concernant les mesures à incidence fiscale, il convient de noter que c'est le Ministère de l'Economie et des Finances qui en assure la maîtrise d'œuvre, en raison de l'importance, dans le budget de l'Etat, des recettes tirées de la fiscalité de porte.

Les pouvoirs législatif et judiciaire n'ont pas un impact direct perceptible sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la politique commerciale, sauf dans le cadre de l'UEMOA où ils participent aux réunions du Comité des Mandats.

L'Assemblée nationale intervient :

- sur la ratification des accords de commerce internationaux signés par le Gouvernement ;
- lors du vote du budget du Ministère du Commerce à l'occasion duquel les députés peuvent interpeller le Ministre chargé du commerce sur la mise en œuvre de la politique commerciale du Sénégal ;
- par des questions orales portant sur des questions brûlantes relatives au commerce.

2 - Description des cadres de concertation

Les mesures de politique commerciale donnent lieu à des concertations régulières entre le département du commerce, les ministères chargés de certaines branches d'activités sectorielles ainsi que les partenaires privés ou ceux relevant, de manière générale, des secteurs non étatiques.

C'est ainsi que, pour donner à son action un large consensus, le Ministère du Commerce s'appuie sur des organes consultatifs au sein

desquels sont représentés l'ensemble des acteurs précités. A titre d'illustration, on peut citer :

- la Commission Nationale de la Concurrence;
- la Commission Nationale de la Consommation;
- le Comité des Pratiques Commerciales illicites;
- l'Association Sénégalaise de Normalisation;
- les Instances sectorielles de régulation dans les domaines des hydrocarbures, des télécommunications, des marchés etc.) ;
- **le Comité National des Négociations Commerciales Internationales (CNNCI) qui, au Sénégal, est l'équivalent du Comité Inter – Institutionnel du JITAP.**

En effet, dans le domaine spécifique des négociations commerciales internationales, l'action du Ministère du Commerce est soutenue par **le Comité National des Négociations Commerciales Internationales (CNNCI), institué par le décret n° 2001–1072 du 12 décembre 2001.**

Il s'agit, à travers ce cadre, de mettre à la disposition du Gouvernement un outil de formulation et de pilotage stratégique de la politique commerciale extérieure, propre à lui permettre de mieux maîtriser les enjeux, les opportunités et les contraintes autorisant la réalisation de son ambition d'assurer une intégration réussie du Sénégal **dans le système commercial multilatéral et le commerce international, un des objectifs spécifiques du JITAP.**

Le CNNCI a pour rôles de :

- contribuer à la définition des objectifs de négociations commerciales internationales;
- formuler et harmoniser les positions nationales en matière de négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales;

- faciliter la gestion et la mise en œuvre des accords commerciaux;
- suivre et superviser les travaux de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement et ceux des autres instances traitant des questions relatives au commerce;
- évaluer périodiquement l'application des accords ainsi que leur impact.

Il se réunit, **au moins deux fois, par an**, sous la présidence du Ministre du Commerce, les représentants des Ministères en charge des questions concernées par les négociations, dans les domaines du commerce des produits agricoles, des produits non agricoles, du commerce des services, des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce ainsi que les partenaires du secteur privé en tant que acteurs du commerce international mais, également, de représentants de la société civile.

Le Secrétariat permanent du Comité est assuré **par le Directeur du Commerce Extérieur, point focal du JITAP**.

Le CNNCI se subdivise en six (06) sous – comités qui recoupent les domaines de négociation en cours au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il s'agit du:

- sous – comité du commerce des marchandises;
- sous - comité du commerce des services;
- sous - comité du commerce des produits agricoles;
- sous – comité du commerce et de l'environnement;
- sous – comité du commerce, des investissements et du développement;
- sous – comité des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Le Ministre chargé du Commerce peut, en cas de besoin, créer par arrêté, d'autres sous – comités.

Les travaux des sous-comités sont présidés par des coordonnateurs désignés par le Ministre chargé du Commerce en fonction de leur compétence et de leurs connaissances du système commercial multilatéral.

Les sous – comités sont composés de membres de droit et de membres choisis en raison de leur expertise.

L'action du CNNCI a permis de mieux appréhender les enjeux des négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales, notamment celles en cours au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Par ailleurs des concertations régulières sont, également, organisées avec **le secteur privé**, notamment les organisations patronales et/ou professionnelles (Conseil National du Patronat (CNP), Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES), les Groupements Economiques du Sénégal (GES), l'Union Nationale des Commerçants Importateurs du Sénégal (UNACOIS) etc.) sur des questions d'intérêt commun ayant trait peu ou prou à la politique commerciale à mettre en œuvre, au Sénégal.

B - les contraintes du processus de formulation de la politique commerciale

A l'instar de la plupart des pays en développement, certaines contraintes entravent le processus de formulation de la politique commerciale, au Sénégal

Parmi celles – ci on dénote l'insuffisance des ressources humaines disponibles. Très souvent, le niveau de qualification et de spécialisation dans les matières liées à l'économie internationale ou le degré d'expertise sur les questions relatives au système commercial multilatéral demeurent encore faible.

Il s'y ajoute un manque de moyens matériels et logistiques, amoindrissant ainsi les capacités d'analyses et atténuant l'efficience des activités du Secrétariat permanent du CNNCI, par exemple;

L'inadéquation des moyens budgétaires conséquents pour, entre autres, prendre en charge certaines études d'impacts, indispensables à la prise de décisions, aggrave la situation.

Par ailleurs, l'avènement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine introduit une nouvelle forme de contrainte institutionnelle, liée à la régionalisation de la politique commerciale extérieure.

En effet, le Traité instituant l'UEMOA a eu pour effet de dessaisir les Etats membres de leur compétence en matière de politique commerciale et de transférer celle-ci à un de ses organes, à savoir la Commission.

Ainsi, le régime de la politique commerciale avec les Etats tiers est adopté par le Conseil des ministres, sur proposition de la Commission (art. 82 du Traité) et la conclusion des accords internationaux dans le domaine du commerce relève de la compétence de l'Union (art. 84 du Traité).

Il en est de même pour le règlement 2/82 adopté le 30 novembre 2002 qui institue un Tarif Extérieur Commun obligatoirement applicable par tous les Etats – membres. C'est dans le même esprit qu'il n'autorise que la mise en place de trois instruments comme dispositif complémentaire de taxation, notamment la Taxe Dégressive de Protection (TDP), la Taxe Conjoncturelle d'Importation (TDP) et les valeurs minimales ou de références.

Enfin, dans le cas où les accords internationaux sont négociés dans des enceintes où l'Union n'est pas directement représentée : « Les Etats membres conformément leurs positions de négociation aux orientations définies par le Conseil des Ministres (...) sur proposition de la Commission. » (Art. 85 du Traité de l'UEMOA).

C - les acquis enregistrés

Il convient de relever que, aujourd'hui, au Sénégal, les positions de négociations sont arrêtées par le **Comité National des Négociations Commerciales Internationales** institué par décret n°2001/1072 du 14 décembre 2001.

Les documents de travail soumis au Comité national sont issus des six sous -comités ainsi que des rapports émanant des représentations diplomatiques de Bruxelles et de Genève.

Les conclusions des travaux du Comité national, **validées par sa réunion plénière et adopté par le Gouvernement, en Conseil des Ministres**, constituent les axes de négociations multilatérales (OMC),

régionales (UEMOA, CEDEAO), bilatérales (APE, AGOA, Nouvelle Initiative canadienne, Initiative japonaise) etc.....

Il ressort de ce qui précède que la définition de la position nationale de négociation commerciale est le fait au Sénégal de plusieurs structures qui n'ont pas, souvent, un lien fonctionnel perceptible, ce qui pose un problème de cohérence.

Cependant, la définition de la politique commerciale extérieure fait progressivement appel au secteur privé dont les représentants qui sont souvent des coordonnateurs de syndicats professionnels d'industriels ou de commerçants, participent aux réunions du comité national - UEMOA et à celles du Comité national de négociations commerciales internationales.

Les délégations qui se déplacent sont munies d'instructions techniques et négociables ou politiques, avec de faibles marges pour faire des concessions.

- **Conclusion**

Par ailleurs, le diagnostic de l'Intégration Internationale du Sénégal effectué, en janvier 2002, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme du Cadre Intégré au Sénégal a permis de procéder, à la fois, à l'identification et l'analyse des besoins dont la satisfaction devrait permettre au Sénégal de tirer profit, dans une large mesure, de son intégration au système commercial multilatéral.

Dans le domaine particulier du renforcement des capacités des institutions et des acteurs impliqués dans l'élaboration de la politique commerciale, on peut citer:

- l'amélioration des politiques commerciales en rendant plus attrayant les incitations à l'exportation et les perspectives d'exportation ;
- le renforcement des capacités des institutions compétentes en matière de contrôle de qualité et de normalisation notamment l'Association Sénégalaise de Normalisation ;
- l'amélioration de la compétitivité ;

- l'application effective des règles de la concurrence en faisant fonctionner effectivement les institutions de contrôle de la concurrence au niveau communautaire et national, en liaison avec les travaux en cours au sein de l'UEMOA.
- **le renforcement de la capacité du CNNCI d'entamer des négociations Internationales avec succès en le rendant pleinement opérationnel pour les négociations multilatérales (OMC) et régionales (Accords de Partenariats Economiques, APE).**

En effet, sans être exclu expressément des dispositions du décret sus - visé, le suivi des questions relatives à la politique commerciale régionale **s'exerce dans les faits** au sein du Comité national UEMOA ou dans le Comité des Mandats et, pour ce qui concerne la CEDEAO, au niveau de la Direction des Organisations et Communautés d'Intégration du Ministère chargé de l'Intégration africaine.

Relevons, à ce propos, qu'un souci d'efficacité et de cohérence accrue en matière de formulation de la politique commerciale, requièrent une application intégrale, dans son esprit et dans sa lettre, des dispositions du décret **2001-1072 du 12 décembre 2001 portant création du Comité National des Négociations Commerciales Internationales (CNNCI).**